



PREFECTURE DU RHONE

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale  
Bureau des élections et des associations  
69419 LYON CEDEX 03  
Accueil 18 rue de Bonnel sauf mercredi  
Tél: 04.72.61.61.44 (9h-11h )  
pref-associations@rhone.gouv.fr

Le numéro W691105183  
est à rappeler dans toute  
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION  
  
de l'association n° W691105183

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **20 janvier 2022**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

**CENTRE EUROPÉEN FRANCOPHONE FRANCE-CORNE DE L'AFRIQUE (CEFFCA)**

dont le siège social est situé : 1 allée Paul Scherrer  
69002 Lyon

Décision prise le : **19 janvier 2022**

Pièces fournies :  
liste des dirigeants  
lettre de mandat  
Procès-verbal  
Statuts

Lyon, le 21 janvier 2022

Le Préfet

Pour le préfet,  
La cheffe de bureau des  
élections et des associations  
  
Maud BESSON

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :  
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.  
Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.  
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :  
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :  
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.  
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.